

Paris, le 10 avril 2008

COMMUNIQUE DE PRESSE

Fièvre catarrhale ovine : des problèmes sanitaires, économiques mais aussi – surtout – de protection animale !

Sur les 12 derniers mois, la maladie de la langue bleue, encore appelée fièvre catarrhale ovine (FCO), a déjà touché près de 18 000 animaux (ovins, caprins et bovins) sur 80 % du territoire national. Cette épizootie pose d'inévitables problèmes d'ordre sanitaire et économique comme le rappellent les organisations professionnelles de l'élevage et les services du ministère de l'Agriculture.

L'OABA entend toutefois souligner les graves conséquences en terme de protection animale qu'engendre la FCO.

Le système d'indemnisation mis en place (45 € versés pour un ovin mort et 228 € versés pour un bovin mort) est particulièrement pernicieux. L'Etat ne prend pas en effet à sa charge les frais vétérinaires destinés à soigner les animaux. Dès lors, certains détenteurs préfèrent laisser mourir les animaux malades afin de percevoir l'indemnisation publique plutôt que de les faire soigner. Par ailleurs, les difficultés liées aux mouvements intracommunautaires, notamment l'impossibilité d'exporter les jeunes bovins vers l'Italie, engendrent des cas d'abandons de cheptels : certains éleveurs se retrouvent avec trop d'animaux qui n'ont plus de débouchés et qui ne sont donc plus économiquement viables. L'OABA est de plus en plus alertée sur la présence d'animaux en total délaissement, privés de nourriture et de soins.

Les récentes mesures d'indemnisation annoncées par le Gouvernement français (chiffrées à 16 millions d'euros) sont insuffisantes selon la FFCB (Fédération Française des Commerçants en Bestiaux). Pour protester, des actions de blocage des routes ont donc débuté, notamment ce matin au tunnel du Mont-blanc où une centaine de camions empêchait les liaisons routières entre la France et l'Italie. Ces actions, si elles se généralisent, risquent de pénaliser l'ensemble des transporteurs européens et de mettre en danger les millions d'animaux vivants véhiculés tout au long de l'année sur les routes françaises.

L'OABA demande solennellement à la Commission européenne, au gouvernement français et à l'ensemble des professionnels de l'élevage et du transport d'animaux de prendre leurs responsabilités afin que l'épizootie de FCO n'aboutisse pas à une augmentation des mauvais traitements sur les animaux qui, ne l'oublions pas, sont les premières victimes de la FCO.